

Ligue des droits et libertés Section Québec

Rapport d'activités 2022-2023



Ligue des droits et libertés – section Québec

190-B, Dorchester, bureau 70

Québec (QC) G1K 5Y9

418-522-4506

581-984-4506 (Cellulaire)

Courriel: info@liguedesdroitsqc.org

Site web: <http://www.liguedesdroitsqc.org>

Table des matières

Mot du conseil d'administration.....	p.4
Structure de la LDL.....	p.5
Acteurs et actrices de la LDL-Québec.....	p.6
Vie démocratique.....	p.7
Vie sociale.....	p.7
Communications.....	p.7
Éducation aux droits et libertés.....	p.7
Liberté d'expression : l'affaire « Sortons les radios poubelles vs RNC Media ».....	p.8
Droit de manifester.....	p.9
Profilages.....	p.10
Racisme et discrimination.....	p.11
Rapport d'activités du Comité Femmes d'Ici et d'Ailleurs ÉGALES en Droits.....	p.12
Rapport d'activités du Comité droit à la scolarisation.....	p.14
Collaborations, travail en coalition et en concertation.....	p.17
Interventions médiatiques de la LDL-Qc en 2022-2023.....	p.19
Gestion et financement.....	p.20
Remerciements.....	p.20

Mot du Conseil d'administration

Cher·e·s membres,

C'est avec fierté que nous vous présentons le Rapport d'activités de la Ligue des droits et libertés—section Québec (LDL-Qc) pour l'année 2022-2023. Ce rapport fait état de l'engagement de l'organisme pour l'éducation aux droits et les luttes contre la discrimination et l'exclusion sociale.

L'année 2022-2023 a été marquée par les contrecoups de la pandémie, tant du point de vue de la santé publique que de la solidarité sociale. La défense de droits est d'autant plus cruciale alors que les suites de la crise sociosanitaire et les attaques des gouvernements contre le logement et l'éducation exacerbent les inégalités préexistantes. Grâce à l'implication de ses membres et ses divers comités, la LDL-Qc a pu s'engager pour la défense collective des droits des personnes marginalisées, judiciarisées ou laissées-pour-compte dans notre ville. Tout au long de l'année, la LDL-Qc a notamment renouvelé ses appels à protéger le droit à la scolarisation des élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage; elle a rejoint les mobilisations contre le profilage racial et s'est solidarisée des campagnes pour une régularisation inclusive des personnes sans-papiers. Les membres du comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits ont redoublé de créativité à travers des projets d'éducation audio et visuels, dont l'exposition *La Part de nous* qui est restée à la frontière fut un moment fort. L'organisme a également continué à défendre le droit de manifester, en coordonnant l'opposition à un nouveau règlement municipal anti-manifestation qui fut ultimement adopté par la Ville au début de l'été. C'est un combat à poursuivre. Défendre le droit de manifester demeure un enjeu de premier plan pour la Ligue, comme en témoigne la répression du droit de grève des associations étudiantes par l'administration et le SPVQ pendant la grève historique des professeur·e·s de l'Université Laval.

Si la LDL-Qc a pu mener de front autant de dossiers, c'est grâce au dynamisme des personnes mobilisées dans ses comités et la richesse de ses collaborations avec d'autres organismes à travers le Québec. Nous les remercions sincèrement pour leur implication et leur camaraderie. Nous souhaitons aussi remercier chaleureusement Maxim Fortin, coordonnateur de la LDL-Qc, pour son leadership et son engagement dans cette diversité de combats et pour le rôle essentiel qu'il continue à jouer dans cet important travail de coalition.

Nous terminons en vous remerciant, vous, les membres de votre engagement pour la défense collective des droits.

Au plaisir de continuer à militer avec vous toutes et tous !

Solidairement,

Le Conseil d'administration de la Ligue des droits et libertés — section Québec

Structure

La Ligue des droits et libertés (LDL) est un organisme indépendant et non partisan qui défend et fait la promotion de tous les droits proclamés dans la Charte internationale des droits de l'Homme. Cette Charte se compose de trois textes :

- Déclaration universelle des droits de l'Homme proclamée par les Nations Unies (1948) ;
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966);
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966).

Fondée à Montréal en 1963, sous le nom de Ligue des droits de l'homme, la LDL est aujourd'hui l'une des plus anciennes organisations de défense et de promotion des droits des Amériques. La LDL est notamment affiliée à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH).

L'action de la LDL a contribué à de nombreuses réformes :

- Adoption de la Charte des droits et libertés de la personne et création de la Commission des droits de la personne du Québec;
- Adoption et amélioration de lois fédérales et provinciales sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels;
- Reconnaissance des droits des immigrant·e·s et des réfugié·e·s;
- Démocratisation de l'accès à la justice et création du régime d'aide juridique;
- Mise en place du système de protection de la jeunesse;
- Abolition de la peine de mort.

L'action de la LDL dépend principalement de l'engagement de ses membres dans différents comités de travail. La LDL est dirigée par un conseil d'administration élu lors de l'assemblée générale annuelle. Une section régionale y est affiliée.



Acteurs et actrices de la LDL-Qc

Membres

La section Québec de la LDL compte actuellement 98 membres individuels et 2 membres collectifs.

Conseil d'administration

Pablo Roy-Rojas (président)

Sophie Marois

Maryam Bessiri

Nadège Rosine Toguem Tognad

Virginie Lefebvre

Linda Forgues

Frédérique Rivest

Kenza Elazzouzi

Mélina Chasles

Conseil exécutif

Le conseil exécutif ne s'est pas réuni cette année. Ses fonctions ont été assumées par le conseil d'administration.

Employés

Maxim Fortin – coordonnateur (temps plein)

Comptabilité : Simon M Leclerc de l'entreprise Le Bahut Inc. s'acquitte de la comptabilité.

Stagiaire

Nous n'avons pas accueilli de stagiaire en 2022-2023

Comités

Il y a actuellement 4 comités actifs au sein de la LDL-Qc :

1-Comité éducation : se consacre à l'éducation aux droits et libertés. Les membres de l'équipe d'animation en font de facto partie.

2-Comité droit de manifester : a pour mission de défendre et de faire avancer le droit de manifester dans la ville de Québec et de s'attaquer aux règlements municipaux qui entravent ce droit.

3-Comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits (FIAÉD) : organise des activités d'éducation et de mobilisation dans une optique antiraciste et d'empowerment féministe.

Responsable : Guitté Hartog

4-Comité pour la scolarisation des élèves HDAA : lutte contre la déscolarisation et la scolarisation partielle des élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA).

Responsable : Laurence Simard

Vie démocratique

Assemblée générale

L'assemblée générale aura lieu le 14 septembre 2023.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration s'est réuni 9 fois. Les décisions prises en conseil d'administration sont notées dans un procès-verbal. Un procès-verbal est produit pour chaque réunion du conseil d'administration.

Conseil exécutif

Le conseil exécutif ne s'est pas formellement réuni. Le conseil d'administration s'est acquitté des tâches de l'exécutif.

Vie sociale

Il a été difficile d'organiser des activités sociales durant les deux dernières années en raison des mesures sanitaires liées à la pandémie. Nous avons tenté cette année d'organiser un « Pub Quizz », une activité ludique qui aurait permis aux membres de se revoir. Malheureusement, l'horaire chargé de la semaine ciblée pour tenir l'événement a fait en sorte que nous n'avons pas eu assez de participant-e-s pour tenir l'activité. L'événement s'est transformé en « 7 à 9 » au bar *La Korrigane* avec les membres présent-e-s. Nous avons convenu de tenir un prochain Pub Quizz à l'hiver 2024.

Communications

Le site Internet de l'organisme a entièrement été refait. Le nouveau site rafraîchit notre image et nous permet d'archiver toutes nos publications.

Pour consulter le nouveau site web : <https://liguedesdroitsqc.org/>

Éducation aux droits et libertés

Ateliers et conférences

L'éducation aux droits et libertés a toujours été une force du côté de la section Québec. Encore une fois cette année, malgré le défi que représente le recrutement d'animatrices et d'animateurs, nous sommes parvenus à offrir une quinzaine d'ateliers et de conférences. Un gros merci à Tinwende Rita Esther Nacambo et Gaëlle Bélizaire, nos deux animatrices pour

l'année 2022-2023. Les ateliers spéciaux et les conférences thématiques ont été préparés et donnés par la permanence.

2^e édition du Lexique sur la diversité sexuelle et la pluralité de genres

Nous avons publié et diffusé massivement - plus de 1000 copies - une 2^e édition de notre lexique sur la diversité sexuelle et la pluralité de genres. Cette édition a été produite en collaboration avec l'autrice Marie-Philippe Drouin. L'engouement pour cette publication reste fort.

Liberté d'expression : l'affaire « Sortons les radios poubelles vs RNC Media »

Bilan rédigé par Linda Forgues, membre du conseil d'administration de la LDL-Qc

À l'appel du journaliste communautaire W. Stuart Edwards (Droit de parole), la Ligue des droits et libertés -section Québec (LDL-Qc) a décidé de soutenir dès la fin du mois de mars la Coalition sortons les radios poubelles aux prises avec une poursuite civile de la part de RNC Media, entreprise propriétaire de la station CHOI Radio X. Depuis une dizaine d'années, cette formation anonyme s'est donnée comme mission d'exposer et de dénoncer les propos discriminatoires tenus sur les ondes des radios poubelles de la région, notamment ceux tenus sur les ondes de CHOI Radio X.

Depuis juin 2021, dans le but de faire taire toute critique à son égard, RNC Media s'est lancé dans une fronde judiciaire pour tenter de briser l'anonymat des membres de la coalition agissant sur les réseaux sociaux. La coalition a choisi l'anonymat dès sa création pour échapper aux attaques des animateurs de CHOI Radio X et de leurs adeptes. Dans le passé, de nombreux citoyen·ne·s, et journalistes, qu'ils aient ou non critiqué cette station, ont été victimes de harcèlement et d'intimidation.

Ce que plaide RNC Media, c'est que le droit à l'anonymat n'existe pas dans le contexte de la liberté d'expression. La position des avocats de l'entreprise est que « le droit à l'anonymat n'existe pas pour les opinions ». Pour la défense des droits et libertés, il serait vraiment préjudiciable que ce genre d'argument finisse par être entériné par un tribunal.

Le travail de la Coalition sortons les radios poubelles consistait, jusqu'à leur dissolution, à exposer au public les propos des animateurs et de leurs invités qu'elle jugeait nocifs pour le bien commun. Ces citations et fichiers vidéo et audio étaient aussi relayés dans l'univers médiatique et sur les réseaux sociaux.

Ces extraits représentent une source d'embarras pour RNC. Ils sont d'intérêt public, comme l'ont témoigné plusieurs journalistes, artistes, universitaires et personnalités du monde politique au fil des ans.

Malgré la fermeture de la page Facebook de l'organisme en décembre 2021, RNC Media, toujours insatisfaite, a réclamé et obtenu de la Cour supérieure du Québec plusieurs ordonnances de type Norwich visant à en découvrir les administrateurs anonymes. Ces requêtes sont demandées et accordées sans détermination de faute au préalable dans la mesure où la cause contre les deux individus qu'elle poursuit est encore en suspens. Donc,

sans dossier, sans faute prouvée, une entreprise utilise ses moyens financiers pour obtenir des tribunaux les requêtes qui lui permettent d'identifier les individus qui la critiquent et de les poursuivre en justice.

Ces démarches n'ont pas abouti, jusqu'à maintenant, à révéler les identités des personnes qui régissaient les comptes des réseaux sociaux. RNC Media s'entête dans son harcèlement et des audiences se sont encore tenues en août.

Au mois de juillet 2023, la Coalition sortons les radios poubelles a annoncé, dans une lettre ouverte, sa dissolution ainsi que la fermeture de son site, et donc la disparition de ses archives audios. Elle a invité tout un chacun à télécharger le contenu pour fin de documentations et de recherches.

La Ligue des droits et libertés - section Québec persiste à dire que l'existence de ce type de radio sans opposition citoyenne, anonyme ou non, représente un risque pour la liberté d'expression et pour les personnes et groupes vulnérables. La Ligue des droits et libertés estime que RNC Media et son harcèlement judiciaire à l'encontre des membres de l'ex-Coalition sortons les radios-poubelles constituent une entrave à la lutte antiraciste, féministe et aux droits des personnes LGBTQ+.

Droit de manifester

Forte d'un jugement de 2019 invalidant l'article 19,2 du *Règlement sur la paix et le bon ordre de la Ville de Québec* (Jugement Bich), la LDLqc a demandé l'abrogation de l'article 19,2. La Ville a rétorqué qu'un nouveau règlement serait voté d'ici 2023 et a refusé de nous rencontrer. Nous avons donc lancé la campagne pour le droit de manifester au début de l'été 2022. Plutôt modeste, cette campagne n'a pas fait bouger la Ville de Québec. La Ville de Québec est finalement arrivée avec une proposition de nouveau règlement en décembre 2022 : le RVQ 2817. Liberticide et pire que l'ancien sous certains aspects, le règlement a cette fois-ci soulevé l'ire des groupes communautaires locaux. La Ligue-section Québec a relancé la campagne et une mobilisation éclair s'ensuivit. Une manifestation au Conseil municipal fut annoncée pour le jour du vote et la section Québec fit connaître via les médias son intention de poursuivre la Ville de Québec et d'utiliser tous les recours juridiques possibles dans ce dossier. Questionné en Conseil municipal par un groupe communautaire, le maire Bruno Marchand accepta l'idée de rencontrer les groupes concernés par le dossier. Une rencontre eut lieu. La Section Québec, le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12), le Regroupement des groupes de femmes – Capitale nationale et l'organisme Rose du Nord firent partie de la délégation. La délégation parvint à convaincre la Ville de Québec de reporter le vote.

Malheureusement, quelques mois plus tard, à une semaine de ce qui est traditionnellement une période de vacances pour les organismes communautaires, le maire Bruno Marchand a annoncé que la Ville allait de l'avant avec un nouveau projet de règlement semblable. Cette fois, nous ne sommes pas parvenus à rencontrer la Ville de Québec et notre mobilisation n'a pas permis de bloquer le projet de règlement. Liberticide et contraire à l'esprit du jugement Yergeau (2019), nous entendons continuer la bataille pour le droit de manifester à Québec en explorant au cours des prochaines semaines toutes les options juridiques possibles pour

bloquer l'application de ce règlement et le faire tomber. La Coalition pour le droit de manifester à Québec n'a pas dit son dernier mot!

Profilages

Au Québec, la Ligue des droits et libertés fut l'un des premiers organismes à dénoncer et à combattre le profilage social, politique ou racial. Dans la ville de Québec, la section Québec est devenue dans les dernières années un acteur incontournable dans le dossier du profilage racial.

Profilage racial : NoirEs au volant/La vie des noirEs compte!

En 2022-2023, la section Québec a été au cœur de la mobilisation « NoirEs au volant/*Driving while black* », un rallye automobile organisé par un réseau d'organisations afro-descendantes de Québec, Montréal et Repentigny. Cette mobilisation a mis en lumière la question du profilage racial sur la route et a permis un travail de préparation de l'opinion publique avant l'annonce du jugement Yergeau. Cette mobilisation a été une rampe de lancement pour la mobilisation commémorant le 3^e anniversaire du décès de George Floyd. La mobilisation a culminé avec une marche dans les rues de Montréal le 27 mai. La section Québec a organisé un transport collectif en autobus pour les personnes qui désiraient se rendre à Montréal pour participer à cette marche.



Source : <https://www.tvanouvelles.ca/2022/11/14/profilage-racial-le-gouvernement-du-quebec-prie-de-ne-pas-faire-appel>



Source : <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2023-05-25/interventions-policieres/une-manifestation-a-montreal-samedi-pour-denoncer-le-profilage-racial.php>

Profilage racial : projet de recherche et collaboration avec l'ODP

La section Québec est un partenaire communautaire de l'Observatoire des profilages. Néanmoins, via la participation de son coordonnateur, Maxim Fortin, aussi politologue et chercheur en sciences sociales, la section Québec est désormais au cœur du projet de recherche et surtout des démarches permettant de rencontrer les personnes et de planifier les entretiens de recherche. La collecte de données de ce projet est désormais dépendante et tributaire de l'action de la section Québec. Le rapport de recherche sera publié et diffusé à l'automne 2023. Il s'agira de la première étude scientifique réalisée sur le profilage racial dans la région de Québec. Le projet est mené par Maxim Fortin et Patrick Goma-Manionguy sous la direction de Céline Bellot, professeure à l'Université de Montréal.

Racisme et discrimination

La section Québec accompagne et parraine depuis sa création le Collectif de lutte et d'action contre le racisme (CLAR). Cet organisme créé en 2021 a pour mission la défense des personnes racisées de la région de Québec. Les nombreux défis qu'entraîne la création d'un nouvel organisme dans un champ relativement nouveau de l'action communautaire – l'antiracisme – ont en fait en sorte que l'accompagnement du CLAR a été notre principale contribution en termes d'antiracisme pour 2022-2023. Maxim Fortin, coordonnateur de la Section Québec, est en charge de cet accompagnement.

Comité femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits

Rapport d'activités du Comité Femmes d'Ici et d'Ailleurs ÉGALES en Droits de la Ligue des Droits et Libertés - Section Québec (2022-2023)

Rapport rédigé par Guitté Hartog, responsable du Comité FIAÉD



Quelques-unes de nos membres

SAUVER NOTRE COMITÉ face aux remises en question de sa pertinence fût le premier objectif de cette nouvelle étape. Cette première mobilisation nous a permis de réitérer haut et fort notre intérêt collectif de lutter pour notre propre autonomie et dignité à l'intérieur même de la Ligue. En ce sens, nous avons réussi à changer le type de gouvernance et de mode de communication avec le C.A., à faire partie du RGF-CN (Regroupement des Groupes de Femmes de la Capitale Nationale) et nous avons adopté un type de gestion par projet.

Implications du Comité en 2022-2023 :

Journées d'activisme contre les violences faites aux femmes

8 mars Journée des Droits des Femmes

Comité Chemin Roxham

Mois de l'histoire des Noir·e·s

Marche du 26 mars pour lutter contre le racisme

Journée Internationale de la Femme Africaine

Femme-Vie-Liberté - Centre Simorgh de Québec

Actions de visibilité Queer « unique en son genre »

Manifestation en soutien aux droits Trans

Rassemblement contre la précarité menstruelle

Manifestation pour un Québec sans pauvreté

Grande Marche pour nos enfants

Jour de la Terre

Rassemblement pour la régularisation des personnes sans papier

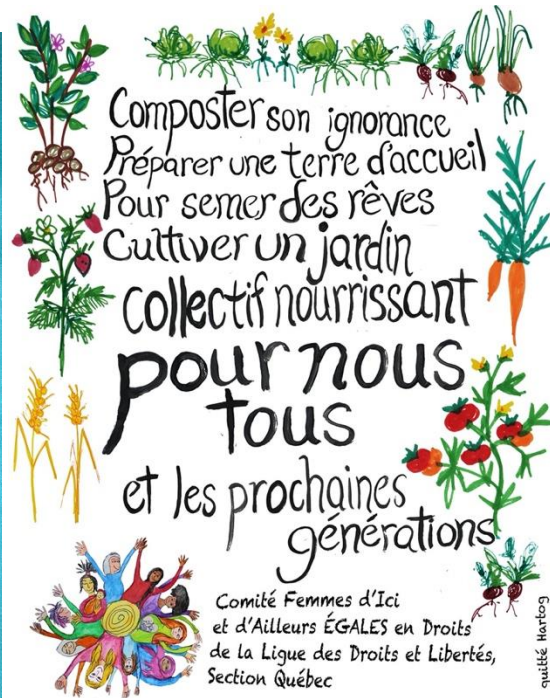
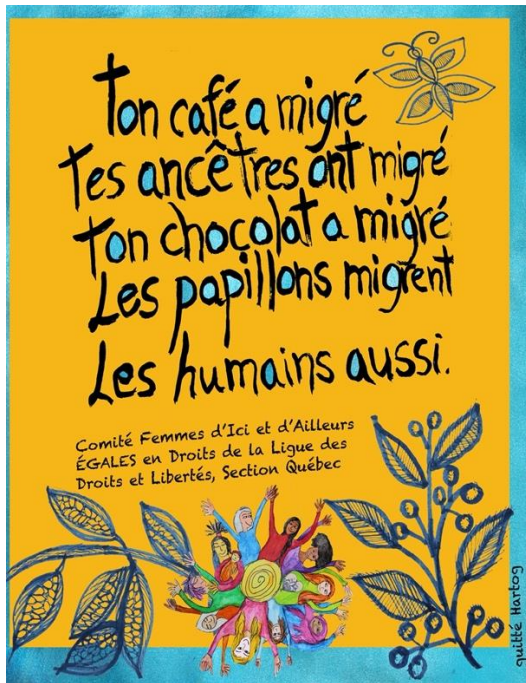
En plus de participer de nombreuses façons dans l'agenda des mobilisations antiracistes et proféministes de la Capitale Nationale, notre comité a retenu de s'impliquer plus à fond sur les questions des violences obstétricales, de l'intimidation et la discrimination vécues à l'école et en services de garde ainsi que de collaborer de plus près avec le mouvement « Femme-Vie-Liberté » des femmes iraniennes.

Nous sommes associées au Service de Références en Périnatalité pour Femmes Immigrantes pour préparer l'exposition « La part de nous qui est restée à la Frontière » dans le cadre du 8 mars et avons lancé le podcast du même nom.

	JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES
4 MARS 2023 10H À 10H HISTOIRES DE FEMMES 10H COMMENT ÇA VA? LA VRAIE RÉPONSE!	COUSINÉE AVEC LE CENTRE FEMMES DE MONTRÉAL EXPOSITION DÉPOSÉE: 100-100-1000 OU CENTRE FEMMES DE MONTRÉAL.COM ACTIVITÉ GRATUITE FEMMES 100 COUSINÉE AVEC LE CENTRE FEMMES AUX ÉLÉMENTS ET LE CENTRE DES FEMMES DE CHALANDRY EXPOSITION DÉPOSÉE: 100-100-1000 1000-1000
7 MARS 2023 10H CONFECTION DE BATUCADAS* 10H30: SORÉE DÉSTANCES FÉMINISTES	COUSINÉE AVEC LE CENTRE FEMMES DE MONTRÉAL EXPOSITION DÉPOSÉE: 100-100-1000 OU CENTRE FEMMES DE MONTRÉAL.COM ACTIVITÉ GRATUITE FEMMES 100 COUSINÉE AVEC LE CENTRE FEMMES AUX ÉLÉMENTS ET LE CENTRE DES FEMMES DE CHALANDRY EXPOSITION DÉPOSÉE: 100-100-1000 1000-1000
8 MARS 2023 12H MARCHÉ 10H VERNISSAGE LA PART DE NOUS RESTÉE À LA FRONTIÈRE	COUSINÉE AVEC LE CENTRE FEMMES DE MONTRÉAL EXPOSITION DÉPOSÉE: 100-100-1000 OU CENTRE FEMMES DE MONTRÉAL.COM ACTIVITÉ GRATUITE FEMMES 100 COUSINÉE AVEC LE CENTRE FEMMES AUX ÉLÉMENTS ET LE CENTRE DES FEMMES DE CHALANDRY EXPOSITION DÉPOSÉE: 100-100-1000 1000-1000



Face aux discours anti-immigration présents dans les médias, notamment après la fermeture du Chemin Roxham, nous avons senti le besoin de créer des affiches et des vignettes qui envoient un message plus constructif sur les réalités migratoires.



Comité droit à la scolarisation

Bilan rédigé par Laurence Simard

Membres actuel·le·s :

Le comité compte une dizaine de membres actifs.

Rencontres : l'ensemble du comité s'est réuni 4 fois durant l'année. Par contre, plusieurs autres rencontres entre certain·e·s membres du comité ont eu lieu pour faire avancer les différents projets.

Automne 2022

- Le comité a déployé une campagne dans le cadre des élections provinciales, qui a impliqué :
 - Créer une page Facebook pour le comité ;
 - Développer un argumentaire pour l'accès aux droits à l'éducation et à la scolarisation pour tous les enfants, mettant de l'avant : 1) les impacts de la déscolarisation sur les élèves et les familles, 2) les manquements de l'État québécois à son devoir de documenter l'accès à l'éducation pour tous et toutes, 3) les différents instruments légaux entourant le droit à la

scolarisation pour tous et toutes et les obligations de l'État qui en découlent, 4) l'insuffisance des ressources consacrées à la scolarisation des élèves à risque de déscolarisation, 5) les problèmes d'attribution de ressources documentés par le Protecteur du Citoyen à l'été 2022 ;

- Partager cet argumentaire sous formes de vignettes sur les réseaux sociaux ;
- Interpeller les candidat-e-s aux élections dans les circonscriptions de la région de Québec ainsi que les principaux partis politiques pour les sensibiliser et les pousser à prendre des engagements fermes en par rapport à la déscolarisation ;
- Partager les réponses reçues des candidat-e-s et des partis ;
- Publier une lettre ouverte dans le Soleil.

- Le comité a publié une lettre ouverte en décembre 2022 dans Le Devoir

Au Québec, des élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDA) sont exclu.es de l'école.

**CELA ENTRAÎNE DE LOURDES CONSÉQUENCES SUR
LES ÉLÈVES, LEURS PARENTS ET TOUTE LA SOCIÉTÉ.**



Hiver 2023

- Laurence et Marie-Andrée (d'Autisme Québec) ont recruté des parents membres d'Autisme Québec pour former un comité de suivi pour le projet de documentation des parcours scolaires d'enfants en situation de scolarisation précaire, partielle et à risques de déscolarisation. L'objectif est d'identifier des écueils communs ou éléments fragilisant dans ces parcours, et d'identifier les moments où situations particulièrement précaires ou à risques. Les résultats du projet feront l'objet d'outils d'éducation aux droits pour parents, tuteurs et tutrices, intervenant-e-s de groupes communautaires, ainsi que toute autre personne potentiellement amenée à intervenir dans des situations de déscolarisation ou de scolarisation partielle (ex : les député-e-s provinciaux).
 - Le comité de suivi s'est réuni à trois reprises. Les membres se sont entendu-e-s pour développer un questionnaire à partager auprès de parents d'enfants identifié-e-s comme TSA ou présentant une DI et qui vivent ou ont vécu une situation de scolarisation fragile. Le questionnaire sera complémenté par des entrevues avec les parents qui le souhaitent.
 - Entre les rencontres, Laurence et certaines membres du comité ont travaillé ensemble sur le questionnaire, premièrement pour présenter une ébauche, et deuxièmement pour le modifier suivant les commentaires recueillis. À l'été 2023, le questionnaire est au stade de la validation finale par le comité.
 - Laurence et Marie-Ève ont demandé et obtenu l'autorisation éthique de l'Université Carleton (où elles sont affiliées) pour le projet, ce qui permettra au comité de publier les résultats plus largement.

Au Québec, des élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDA) sont exclu.es de l'école.

Le problème reste difficile à mesurer, mais il est évident qu'il est largement sous-estimé par le gouvernement.

COMMENT
LE PROCHAIN
GOUVERNEMENT
METTRA-T-IL
FIN À CETTE
INJUSTICE?



Printemps 2023

- Antoine a mobilisé les étudiant-e-s de son cours Droit Administratif II offert à la session d'été pour explorer les contours du droit administratif dans des situations de scolarisation partielle et de déscolarisation. En se basant sur des trames factuelles produites par Laurence et Marie-Ève à partir de parents rencontré-e-s dans le cadre de leurs recherches, les étudiant-e-s ont produit des notes de recherche portant sur des questions spécifiques (en lien notamment avec les recours possibles). Ils et elles ont également produit des ébauches d'outils d'éducation au droit en lien avec ces notes de recherche.

Au Québec, des élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDA) sont exclu.es de l'école.

Le Comité pour le droit à la scolarisation porte 3 revendications visant une meilleure compréhension du problème et des améliorations à court terme.



Été 2023

- Christine a engagé un étudiant pour résumer et vulgariser le travail des étudiant-e-s du cours Droit international des droits économiques, sociaux et culturels à l'hiver 2022, qui portait sur le droit à la scolarisation, pour que le contenu soit accessible et

mobilisable par les intervenant·e·s et les parents et tuteurs et tutrices d'enfants en situation de scolarisation précaire et à risques de déscolarisation.

Au Québec, des élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA) sont exclu.es de l'école.

À l'été 2022, le Protecteur du citoyen déplorait que les services éducatifs particuliers offerts aux élèves soient déterminés en fonction du financement disponible plutôt que des besoins.



Collaborations, travail en coalition et en concertation

29 Janvier Je me souviens

Forte des liens qu'elle a tissé avec la communauté musulmane de Québec, la section Québec a, cette année encore, eu le privilège d'être d'invitée à participer aux activités de la commémoration citoyenne honorant la mémoire des personnes décédées lors de l'attentat survenu en 2017.

Un statut pour tous

Le 6 novembre, la Section Québec a participé à la mobilisation « Un statut pour tous! » réclamant la mise en place d'un programme véritablement inclusif visant la régularisation des personnes sans statut migratoire. La section a participé aux efforts de mobilisation de même qu'à l'événement du 6 novembre.

Coalition pour la justice climatique et jour de la Terre

De l'automne au printemps, la section s'est impliquée dans un nouvel acteur collectif de la région de Québec : la Coalition pour une justice climatique. La section participe aux efforts de structuration et d'organisation. Des membres de la section ont marché avec cette coalition lors du « Jour de la Terre 2023 » (22 avril).



Atelier en collaboration avec Engrenage Saint-Roch

La section Québec a été partie prenante d'un processus qui a permis la production d'un atelier d'information centré sur la question de l'inclusion des personnes racisées au sein des organismes communautaires. En collaboration avec l'organisme Engrenage Saint-Roch et le Service de référence en périnatalité, la Ligue Section-Québec a participé à l'idéation et à la prestation d'un atelier donné à une quarantaine d'intervenant-e-s et d'employé-e-s de groupes communautaires. Cet atelier a permis de lancer une véritable discussion sur la faible présence des personnes racisées dans les réseaux de l'action communautaire et de songer aux moyens pour diversifier ce milieu et de le rendre plus inclusif.

Manifestation régionale contre le racisme

Cette année encore, la Ligue Section Québec et d'autres groupes de la région se sont mobilisés lors de la Semaine d'actions contre le racisme et ont marché dans les rues de Québec dans le cadre de ce qui est train de devenir une tradition à Québec : la marche contre le racisme qui clôture la Semaine d'actions contre le racisme. Cette année, c'est le Collectif de lutte et d'action contre le racisme (CLAR) qui a assumé le leadership de la mobilisation. Malgré quelques signes d'essoufflement et une participation moins grande que lors des dernières années, l'événement témoigne de la présence durable et stable d'un mouvement antiraciste à Québec et de sa capacité de prendre la rue. La marche a eu lieu le 26 mars.



Chemin Roxham

Comme plusieurs autres groupes sociaux, la LDL dénonce la fermeture du Chemin Roxham et participe aux mobilisations centrées sur la condition des réfugié-e-s et des personnes migrantes. Un statut pour toutes! Et ça presse!

Interventions médiatiques de la LDL-Qc en 2022-2023

Encore cette année, la section Québec est parvenue à se faire entendre et à diffuser son message sur les grandes, moyennes et petites tribunes médiatiques de la ville de Québec, du Québec et d'ailleurs.

Radio-Canada (26 octobre) <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1928071/police-quebec-interpellations-routieres>

TVA (14 novembre) <https://www.tvanouvelles.ca/2022/11/14/profilage-racial-le-gouvernement-du-quebec-prie-de-ne-pas-faire-appel>

Radio-Canada (2 décembre) <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1938047/bruno-marchand-reglement-manifestation-itineraire-quebec>

Radio-Canada (7 décembre) <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1939069/recours-legal-ville-quebec-ligue-des-droits-reglement-manifestations>

Le Devoir (16 décembre) <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/774851/idees-pour-le-droit-a-la-scolarisation-des-eleves-hdaa>

Radio-Canada (19 décembre) <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1942457/ligue-droits-libertes-ville-quebec>

Radio-Canada (26 mars) <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1966458/marche-lutte-manifestation-racisme>

La Presse (8 avril) <https://www.lapresse.ca/actualites/2023-04-08/radio-x-veut-demasquer-ses-detracteurs.php>

La Presse (25 mai) <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2023-05-25/interventions-policieres/une-manifestation-a-montreal-samedi-pour-denoncer-le-profilage-racial.php>

Le Devoir (27 mai) <https://www.ledevoir.com/societe/791858/manifestation-contre-le-profilage-racial-et-le-projet-de-loi-14-a-montreal>

City News (27 mai) <https://montreal.citynews.ca/video/2023/05/27/protesting-against-racial-profiling-in-quebec/>

Journal de Québec (29 juin) <https://www.journaldequebec.com/2023/06/29/les-manifestations-statiques-ne-doivent-plus-etre-signalees-prealablement-au-spvq>

Radio-Canada (29 juin) <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1992469/droit-manifester-rassemblement-itineraire-quebec>

Carrefour de Québec (4 juillet) <https://www.carrefourdequebec.com/2023/07/le-milieu-communautaire-manifeste-pour-le-droit-de-manifester-a-quebec/>

Gestion et financement

La Ligue des droits et libertés – Section Québec bénéficie d'un financement à la mission du ministère de l'emploi et des services sociaux (MESS) car elle est reconnue comme organisme de défense collective des droits par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS). Elle signe aux quatre ans des protocoles d'entente avec le SACAIS et le MESS qui lui octroie un financement garantissant son autonomie mais ne couvrant pas l'entièreté de ses besoins.

En conséquence, elle doit combler ce manque avec du financement par projet, du financement philanthropique et de l'autofinancement.

Nos documents financiers et notre vérification financière réalisée par la firme Lemieux Nolet démontrent que notre organisation est en bonne santé financière mais qu'elle doit augmenter ses revenus si elle souhaite grossir son équipe de travail et consolider sa permanence.

Remerciements

La LDL remercie le MEPACQ, le Collège St.Lawrence, le Collège Mérici, le Sommet Afro-jeunesse, le Service d'Orientation et d'Intégration des Immigrants au Travail de Québec (SOIT), Francisation ULaval et le Centre Multi-ethnique d'avoir eu recours aux services de notre équipe d'animation.

La LDL-Qc remercie le SACAIS pour sa reconnaissance, son financement et le respect de notre autonomie comme groupe d'action communautaire.

**Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales**

Québec 

La LDL-Qc remercie la Fondation Léo-Cormier pour son indéfectible soutien.



Bravo et merci à Myriam-Zaa Normandin, designer web, pour son excellent travail et ses judicieux conseils!

Et merci à notre camelot bénévole de 2022-2023 : Leyla-Joumane Benaskeur!